

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT



PNUE

DIVISION TECHNOLOGIE, INDUSTRIE ET ECONOMIE
RAPPORT D'ACTIVITE 1998

LA NOUVELLE STRUCTURE DU PNUE

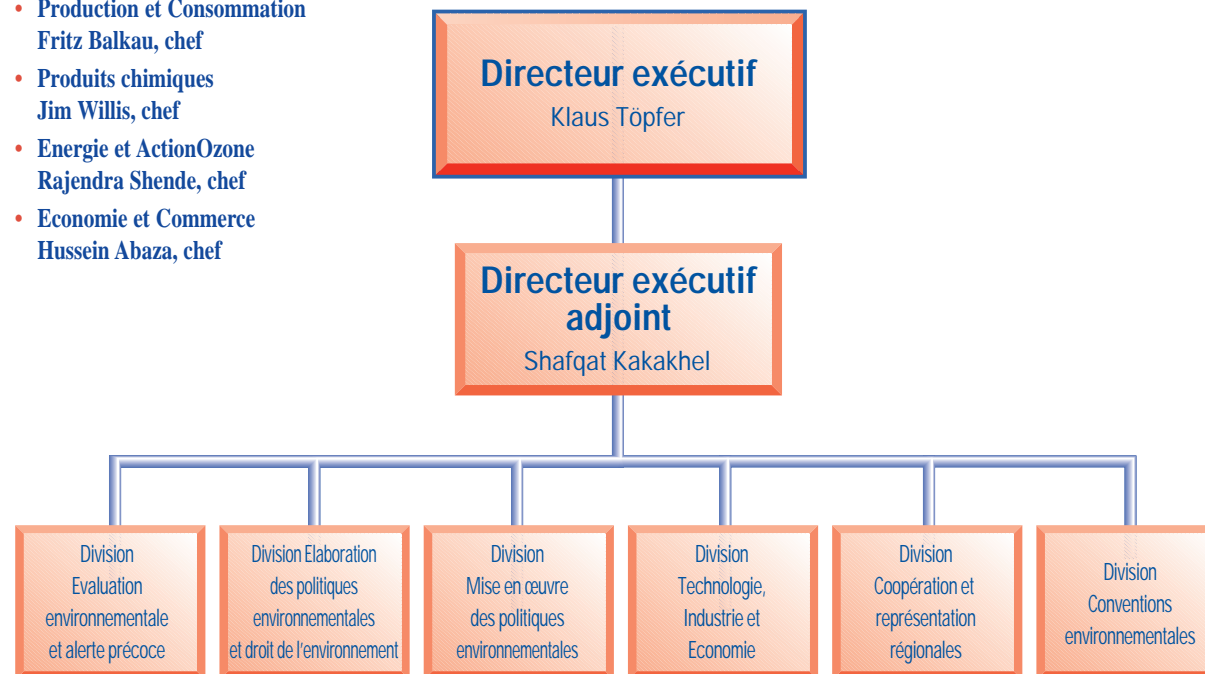
En 1998, Klaus Töpfer, directeur exécutif du PNUE, a procédé à une restructuration de l'organisation qui se traduit par une approche intégrée des problèmes d'environnement dans le monde.

Ce rapport présente les activités de la division Technologie, Industrie et Economie (TIE) en 1998.

Placée sous la direction de Jacqueline Aloisi de Larderel, cette division regroupe un centre et quatre unités implantés à Paris, Genève et Osaka, et coordonnés depuis Paris :

- **Centre international d'éco-technologie (IETC)**
John Whitelaw, directeur
- **Production et Consommation**
Fritz Balkau, chef
- **Produits chimiques**
Jim Willis, chef
- **Energie et Action Ozone**
Rajendra Shende, chef
- **Economie et Commerce**
Hussein Abaza, chef

Les activités de la Division sont relayées par les responsables industrie des six bureaux régionaux du PNUE : le Bureau régional pour l'Afrique (ROA), le Bureau régional pour l'Europe (ROE), le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ROLAC), le Bureau régional pour l'Amérique du Nord (RONA), le Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique (ROAP), et le Bureau régional pour l'Asie occidentale (ROWA).



PRESENTATION GENERALE DE LA DIVISION TIE

Parce que les utilisations actuelles des ressources naturelles et le développement des technologies et procédés de production génèrent de la pollution et nuisent à la santé de l'homme et à l'environnement, il devient impératif de réorienter les modes de production et de consommation. En outre, les outils économiques actuels, non conçus pour intégrer les facteurs environnementaux dans la planification ou l'évaluation, doivent être eux aussi repensés.

- **La mission de la division**

est d'encourager les décideurs de l'industrie et des gouvernements à élaborer et à adopter des politiques, stratégies et pratiques plus propres, plus sûres, plus économes en ressources naturelles et limitant les risques pour l'homme et l'environnement. Elle traduit la volonté du PNUE d'apporter des réponses intégrées aux problèmes d'environnement, d'encourager la prise en compte des facteurs environnementaux dans la planification et la comptabilité, de soutenir les conventions internationales, d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques respectueuses de l'environnement et de fournir une information pointue sur les questions d'environnement.

- **La démarche de la division**

est d'accroître la sensibilisation en facilitant le consensus international sur les politiques, les codes de conduite et les instruments économiques, en renforçant les capacités institutionnelles et les échanges d'informations et en menant des projets pilotes.

- **La stratégie de la division**

repose sur la conviction qu'il vaut mieux prévenir que guérir. Ainsi la division élabore et encourage les accords internes et les initiatives volontaires et elle facilite la mise en œuvre effective et intégrée des conventions et programmes environnementaux multilatéraux. Elle encourage également les industriels des pays en développement ou à économie en transition à adopter des technologies et des méthodes de gestion respectueuses de l'environnement. Elle cible en priorité certains secteurs clés, tels que les produits chimiques et le tourisme, et travaille en étroite collaboration avec des partenaires pour mieux catalyser l'activité.

« Je suis convaincu qu'il faut rationaliser l'intégration des stratégies de protection de l'environnement et de développement, pour les rendre plus cohérentes...

Le développement économique et la responsabilité sociale doivent s'accompagner d'une politique d'environnement cohérente et coordonnée si nous voulons relever les défis que pose la mondialisation, en particulier celui du développement durable...

Nous devons rationaliser nos moyens scientifiques et technologiques et adopter une gestion responsable en modifiant les modes de consommation et de production du monde développé...

Nous devons stimuler les systèmes de coopération macro-économique en tenant compte de leurs conséquences sociales et environnementales...

Nous devons fournir des informations fiables et mettre en place des mécanismes de surveillance et d'évaluation pour stimuler les énergies créatrices et obtenir le soutien de la majorité des citoyens du monde ».

Klaus Töpfer, directeur exécutif du PNUE

Revue *Industry and Environment*

En 1998, la revue *Industry and Environment* a abordé trois sujets : les initiatives volontaires, le secteur des services, et le 5ème Séminaire pour responsables de haut niveau sur la production plus propre.



Yellow Pages

Le PNUE a produit sur disquette une liste d'annuaires et de salons annuels ou bisannuels postérieurs à 1990, fournissant des renseignements sur les technologies douces de production et d'élimination ou de traitement des déchets.

Compatible avec Windows® 3.1 de Microsoft ou toute version ultérieure, Yellow Pages est une mine d'informations récentes sur les technologies douces dans les secteurs suivants : lutte contre la pollution de l'air, assainissement des eaux, gestion des déchets, recyclage, énergie, régénération des sols et de l'eau, lutte contre le bruit et les vibrations, surveillance et services.

DEVELOPPEMENT

Codes de conduite volontaires

Le rapport technique du PNUE intitulé *Voluntary Industry Codes of Conduct for the Environment*

- indique aux associations professionnelles, aux gouvernements, etc. comment élaborer et mettre en œuvre des codes de conduite volontaires ;
- montre, à travers des exemples réels, ce qu'il est possible de faire ;
- explique comment utiliser ces codes pour promouvoir le développement durable.

Paru en 1998, ce rapport distingue cinq facteurs essentiels pour améliorer effectivement les performances environnementales de l'industrie :

- engagement - amener les entreprises à adopter des codes de conduite ;
- contenu - principaux éléments des codes de conduite ;
- collaboration - soutien mutuel et mise en œuvre ;
- contrôle - suivi de la mise en œuvre et des résultats ;
- communication - diffusion hors secteur des rapports de suivi.



Rapports Environnement

Cinquième publication de la série « Sustainability Engaging Stakeholders » du PNUE publiée en 1998, *Non-reporters report* s'interroge sur l'avenir des rapports Environnement, répertorie les secteurs qui publient des rapports et ceux qui ne le font pas, et examine les raisons pour lesquelles de nombreuses entreprises ne publient pas de rapport.

Réunion des associations professionnelles sur les stratégies environnementales

Organisée par le PNUE en octobre, à Paris, la 15ème réunion consultative annuelle a rassemblé des représentants de plus de 50 associations professionnelles nationales et internationales. Avec des hauts responsables des Nations Unies, ils ont fait le point sur les progrès réalisés pour l'application des outils de gestion de l'environnement, échangé des informations et débattu des nouveaux problèmes critiques de production et de consommation. Le changement climatique et les indicateurs et rapports sur les performances environnementales étaient aussi au centre des débats.

LE CENTRE INTERNATIONAL D'ECO-TECNOLOGIE (IETC)

Selon les estimations des Nations Unies, d'ici 2005 plus de la moitié de la population mondiale vivra dans des zones urbaines, et en 2025 la population urbaine mondiale atteindra environ 5,2 milliards de personnes, dont 77 % dans des pays en développement.

Le rôle principal de l'IETC, implanté à Osaka et à Shiga (Japon), est d'aider les pays en développement ou à économie en transition à utiliser des technologies douces pour résoudre les problèmes d'environnement liés aux zones urbaines et aux bassins hydrographiques. Son action porte sur l'alimentation en eau, les eaux usées, les déchets solides, l'urbanisation sauvage, la pollution des sols, la pollution de l'air et la gestion du bruit.

La gestion des bassins hydrographiques est la préoccupation première de l'IETC. Avec plus d'un milliard de personnes ayant un accès restreint à des sources d'alimentation en eau et près de deux milliards souffrant de mauvaises conditions sanitaires, les réserves d'eau douce sont devenues critiques. Parce que 99,5 % des eaux douces de surface sont prisonniers de la glace continentale, les lacs sont l'une des principales sources d'eau douce de la planète et subviennent aux besoins domestiques, agricoles et industriels d'une grande partie de la population mondiale.

La stratégie de l'IETC est axée sur les résultats et induite par la demande. Se réclamant du programme Action 21 élaboré par la Conférence des Nations Unies de 1992 sur l'Environnement et le Développement ou « Sommet de la Terre », elle a pour objectifs l'accès à des informations de qualité sur les technologies douces et le renforcement des capacités institutionnelles pour une meilleure exploitation de ces informations.

En étroite collaboration avec des établissements financiers internationaux multilatéraux et bilatéraux, des organismes d'assistance technique, d'autres unités du PNUE et des entreprises indépendantes, l'IETC met en oeuvre des systèmes d'information mis à jour régulièrement et des activités de renforcement des capacités institutionnelles visant à promouvoir l'adoption des technologies douces. Il coordonne ses activités avec les bureaux régionaux du PNUE et d'INFOTERRA, le service Eau douce du PNUE, et travaille avec le CNUEH, le PNUD, l'OIT, l'OMS, l'ONUUDI, la CNUCED et les Commissions économiques régionales.



IETC



IETC

Objectifs

Les objectifs de l'IETC pour 1998-99 sont notamment :

- d'améliorer la base de connaissances en faisant le point sur les technologies douces dans les secteurs prioritaires et en instaurant des partenariats avec les principaux fournisseurs d'informations sur les technologies douces ;
- de rendre les informations accessibles en élaborant et tenant à jour un système d'information sur les technologies douces (**maESTro**) répondant aux besoins prioritaires indiqués par les gouvernements notamment d'Afrique et des petits Etats insulaires en développement, et stipulés dans les conventions environnementales ;
- de renforcer et d'améliorer dans les pays en développement ou à économie en transition les capacités institutionnelles permettant d'adopter des technologies douces pour gérer l'eau douce et l'environnement urbain.

Réalisations

Les principales réalisations de l'IETC en 1998 sont :

- le développement du système d'information de l'IETC grâce à son outil de gestion des informations **maESTro** ;
 - un rapport sur un projet possible de dépollution des eaux souterraines de la région de Katowice (Pologne). Ce rapport donne une idée précise des priorités et montre qu'une réévaluation du projet proposé s'impose. Une alternative consistant à reconstruire les infrastructures existantes d'approvisionnement et d'assainissement des eaux est sérieusement envisagée ;
 - la poursuite du soutien au programme Villes durables du CNUEH (Habitat) à Shenyang et Wuhan, en Chine ;
 - des conseils techniques et de gestion pour la conception et l'exploitation d'une station d'assainissement des eaux usées domestiques aux Philippines, et des conseils pour l'organisation de l'évaluation rapide et la gestion des lacs urbains au Sri Lanka.
-

Réunions et ateliers de l'IETC en 1998

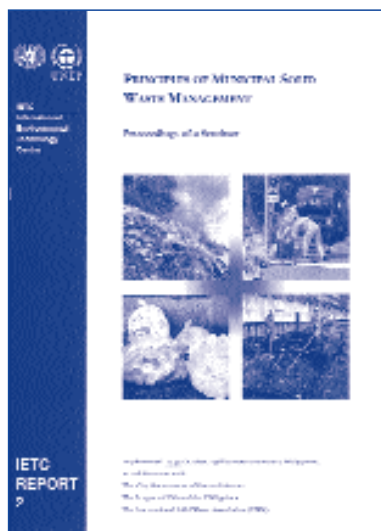
- **Février, Jakarta, Indonésie**
Symposium IETC/GEC consacré aux systèmes d'information sur les technologies douces et aux besoins des pays en développement de la région asiatique.
- **Mai, Osaka, Japon**
Réunion d'experts sur la gestion des eaux pluviales et des eaux usées, avec des conseils à l'IETC pour la mise en œuvre de son projet d'application des technologies douces et des pratiques de gestion rationnelle dans la région. Pendant trois jours, des experts de 11 pays et 24 organisations ont étudié les propositions de l'IETC en matière de publications et d'outils de formation et ont dressé un premier bilan des liens entre le projet IETC et le système d'échanges d'informations sur les eaux usées proposé par les gouvernements dans le cadre du Programme d'action mondial pour la protection de l'environnement marin contre les activités terrestres. L'IETC et la Banque mondiale travaillent ensemble sur certains aspects de cette question en vue de produire des rapports complémentaires.
- **Mai, Gênes, Italie**
Exposés présentés à la conférence internationale organisée conjointement par l'UNESCO et l'Université de Gênes et intitulée « Gestion intégrée des zones côtières : perspectives pour l'éducation et la formation dans la région méditerranéenne ».
- **Mai, Moscou, Fédération de Russie**
Congrès et exposition internationale : « Eau, écologie et technologie ».
- **Mai, Otsu, Shiga, Japon**
Première conférence des Centres nationaux de coordination pour la Convention sur la lutte contre la désertification.
- **Juin, Kusatsu City, Shiga, Japon**
Mini-symposium de l'IETC et du comité international des environnements lacustres pour célébrer la Journée mondiale de l'environnement : « Envisager les problèmes mondiaux à travers la protection de l'eau pour la vie ».
- **Août, Wuhan, Chine**
Conférence tripartite sur le développement durable (IETC/CNUEH/municipalité de Wuhan) pour faire le point sur l'avancement du programme Villes durables.

maESTro

maESTro est une nouvelle plate-forme d'information réalisée par l'IETC à partir de Windows NT4, SOL Server 6.5 et la norme internationale d'échange de répertoires (DIF). Elle permet à l'IETC de répondre rapidement aux demandes concernant les bases de données sur les technologies douces.

Grâce au partenariat instauré avec 110 fournisseurs d'informations, **maESTro** peut fournir des données sur plus de 1 100 technologies, 467 organismes et 92 systèmes d'information sur les technologies douces. Il peut répondre simultanément à plus de 100 utilisateurs et offre un accès plus rapide aux mises à jour ; il est disponible sur disquette, CD-ROM ou directement sur l'Internet.

maESTro a été choisi pour le réseau africain NATIS mis en place pour faciliter les échanges d'informations sur les technologies douces ; sont membres du réseau l'Ethiopie, le Kenya, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.



- **Septembre, Budapest, Hongrie**
Table ronde d'experts sur l'application des principes de gestion de l'environnement à la gestion urbaine, en collaboration avec le Centre régional pour l'environnement. Des modules de formation destinés aux responsables municipaux seront testés à l'échelon régional début 1999.
- **Novembre, Montego Bay, Jamaïque**
Atelier régional, en collaboration avec le CAR/RCU du PNUE, sur l'adoption de technologies douces pour traiter les eaux usées domestiques dans les Caraïbes.

Publications

Quelques publications de l'IETC publiées en 1998 :

Trois numéros d'*INSIGHT*, le bulletin d'information de l'IETC en anglais et en japonais (juin, septembre et décembre)

Principles of municipal solid-waste management - Proceedings of a seminar, IETC Report 2, Osaka/Shiga

Environmental Technology Assessment (EnTA) in Sub-Saharan Africa - A UNEP EnTA leadership training programme, IETC Report 3, Osaka/Shiga

International Shiga Forum on technology for water management in the 21st century, Shiga, 25-27 November 1996 - Proceedings, IETC Report 4, Osaka/Shiga

Cinq *Sourcebooks of alternative technologies for freshwater augmentation*, IETC Technical Publication 8, Osaka/Shiga. Ces recueils couvrent les cinq régions suivantes : Afrique, Europe orientale et centrale, Amérique latine et Caraïbes, les petits Etats insulaires en développement, et quelques pays asiatiques

Technology needs for lake management in Indonesia-Investigation of Rawa Danau and Rawa Pening, IETC Technical Publication 9



PRODUCTION ET CONSOMMATION

Réduire les conséquences environnementales du développement industriel et de la pollution résultant de la consommation croissante de biens et services exige une meilleure compréhension des forces sous-jacentes à ces tendances. Il faut intensifier les efforts pour une utilisation plus rationnelle des ressources, l'adoption de méthodes de production plus propres et plus sûres, une amélioration de la conception et du cycle de vie des produits.

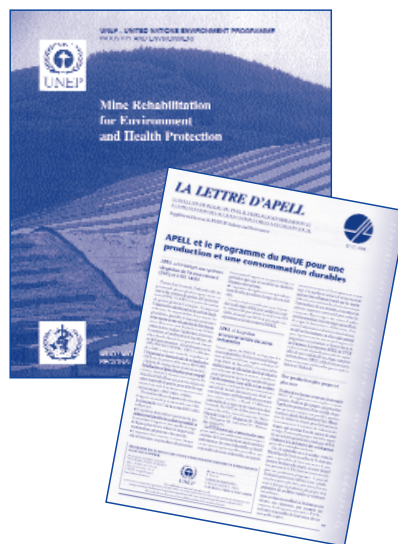
L'unité Production et Consommation de la division Technologie, Industrie et Economie (anciennement Industrie et Environnement), en collaboration avec des agences internationales, des associations professionnelles et des instituts, s'efforce de promouvoir, à l'échelle mondiale, la sensibilisation aux technologies de production plus propres et plus sûres et leur compréhension et élabore des stratégies de gestion de l'environnement.

- Elle cible en priorité les secteurs industriels à impacts majeurs sur l'environnement et la sécurité ;
- facilite le transfert des technologies douces par des échanges d'informations, le renforcement des capacités institutionnelles et l'élaboration de procédures rationnelles de gestion de l'environnement ;
- assure l'intégration et l'application coordonnée des conventions et accords sur l'environnement ;
- crée des groupes de travail d'experts internationaux et établit des liens avec les organismes techniques et spécialisés dans les principaux secteurs industriels.

Produire plus sûr (APELL)

Cinquante-six délégués d'une trentaine de pays et les représentants de dix organisations internationales et des principales associations professionnelles ont participé à la 6e Réunion du groupe consultatif d'experts de haut niveau qui s'est déroulée du 7 au 9 décembre à Rosersberg, en Suède, pour marquer le dixième anniversaire du programme APELL du PNUE. Rappelant qu'il est impératif de faire participer le plus grand nombre possible d'acteurs et de se concentrer sur des activités locales adaptées aux conditions nationales et locales, les participants ont évalué les progrès réalisés, défini de nouveaux objectifs et recommandé des actions.

Des séminaires nationaux ont été organisés en avril à Jiaxing (Chine) et en octobre à Trinidad et Tobago, et une réunion consultative s'est déroulée en septembre à Madagascar. Ils ont relancé le processus APELL à l'échelle locale et, dans le cas de Jiaxing, dans toute la province de Zhejiang. Des missions de diagnostic ont été organisées en Chine (Shenyang) et



PRODUCTION
ET
CONSOMMATION

Les recommandations de Rosersberg

APELL doit être :

- appliqué plus largement par les administrations publiques, l'industrie, les organisations professionnelles, les associations locales et les ONG ;
- intégré dans la gestion des produits chimiques, les programmes d'hygiène et de sécurité au travail et les initiatives locales se réclamant d'Action 21 ;
- défendu auprès de ses partenaires et des collectivités via de meilleurs mécanismes et services de communication ;
- continuellement mis en avant, même là où il n'y a pas eu de catastrophes industrielles ou environnementales.

en Argentine (Bahía Blanca). Un atelier pour la région du Sud de l’Afrique est en cours de préparation; le but est de susciter le renforcement des capacités institutionnelles et de mettre en place un réseau APELL régional. Plusieurs publications techniques ont été rédigées pour faciliter la mise en œuvre d’APELL à l’échelle locale.

Produire plus propre

Plus de 200 représentants d’une cinquantaine de pays ont participé au 5ème Séminaire international sur la production plus propre qui s’est tenu du 29 septembre au 1er octobre à Phoenix Park, en Corée du Sud, pour marquer le 10e anniversaire du programme Produire plus propre et l’adoption de la Déclaration internationale pour une production plus propre.

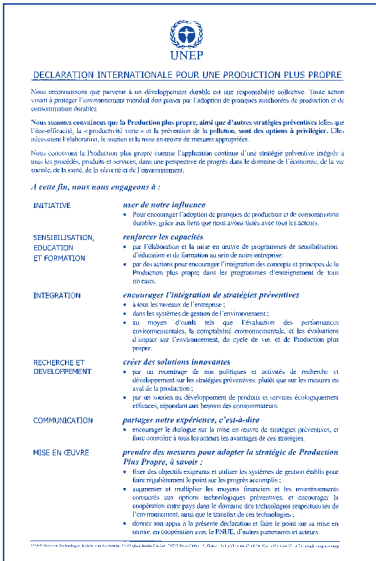
La Déclaration, à laquelle le PNUE a travaillé pendant deux ans avec de nombreux partenaires, a été signée par 13 ministres et représentants gouvernementaux de haut niveau, et 13 chefs d’entreprises. Elle définit six principes fondamentaux pour une production plus propre : initiative ; sensibilisation, éducation et formation ; intégration ; recherche et développement ; communication ; mise en œuvre. Les signataires s’engagent à adopter une stratégie préventive, à se fixer des objectifs de performance environnementale et à faire régulièrement le point sur leur réalisation.

En 1998, des nouveaux NCPC ont été ouverts dans cinq pays (Costa Rica, Salvador, Guatemala, Nicaragua et Viet Nam), ce qui porte à 15 le nombre de centres mis en place par l’ONUDI et le PNUE. Des activités pilotes (représentant un budget total de 4,5 millions de dollars US) ont été engagées avec les NCPC du Guatemala, du Nicaragua, de Tanzanie, du Viet Nam et du Zimbabwe dans le cadre d’un nouveau projet d’accroissement des investissements des pays en développement dans la production plus propre, soutenu par le gouvernement norvégien.

Le PNUE a participé à l’élaboration de stratégies et de réseaux régionaux encourageant les initiatives de production plus propre et les liens entre groupes d’Afrique, d’Asie et du Pacifique, d’Europe, d’Amérique latine et des Caraïbes.

Gestion de la pollution industrielle

Plus de 35 responsables de zones industrielles et spécialistes de l’environnement de 14 pays ont participé, en octobre, à un atelier organisé à Singapour par le PNUE et un organisme local, l’Institut régional des technologies de l’environnement, avec le soutien du gouvernement canadien. L’analyse d’études de cas provenant de diverses régions du monde a amené les participants à conclure que les outils de gestion



« La Déclaration internationale pour une production plus propre encouragera l’utilisation rationnelle des ressources et donnera une nouvelle impulsion aux efforts de réduction de la pollution due à la production et à la consommation de biens et services dans le monde. »

Klaus Töpfer, directeur exécutif du PNUE, dans son discours d’ouverture du 5ème Séminaire international sur la production plus propre à Phoenix Park, en Corée du Sud.

(évaluations d'impacts, modélisation de la pollution, audits et contrôle des déchets) ne sont pas suffisamment employés par les responsables de zones industrielles, qu'il faut développer la sensibilisation, la formation et les échanges d'informations. Une adaptation française du rapport technique n° 39 du PNUE, Environmental Management of Industrial Estates, cofinancée par le PNUE et l'association française Orée, est sortie en novembre à l'occasion du salon industriel international POLLUTEC, à Lyon (France).

Un atelier sur les évaluations d'impact sur l'environnement destiné aux responsables industriels s'est tenu à Paris, du 30 novembre au 2 décembre, au siège de la division TIE du PNUE. Les participants ont fait le point sur les évaluations d'impact dans l'industrie et leur rôle tout au long du cycle du projet, leurs liens avec les autres outils et systèmes de gestion environnementaux, et sur l'enseignement et la formation.

Le travail avec l'IFA sur plusieurs publications nouvelles et sur l'organisation d'un futur séminaire européen sur la production d'engrais et l'environnement a été poursuivi.

Tourisme

Plus d'une centaine de représentants de 40 Etats insulaires et des représentants d'organisations internationales et régionales ont participé à une conférence internationale organisée du 25 au 28 octobre à Lanzarote, au Canaries (Espagne), par le PNUE et l'OMT avec le soutien du gouvernement français, sur le thème : « Le tourisme durable dans les petits Etats insulaires en développement et les autres îles ». Les participants ont débattu des difficultés que posent les stratégies pour un tourisme durable dans les petits Etats insulaires (où le tourisme est un secteur économique clé qui se développe et évolue rapidement), ont partagé leurs expériences et proposé des thèmes de discussion pour les prochaines réunions de la Commission des Nations Unies sur le développement durable en 1999.

La préparation d'un rapport sur le tourisme et la protection de l'environnement pour la septième session de la Commission du développement durable (CSD7) s'est poursuivie.

Consommation durable

Lancées en 1998, les activités dans ce domaine ont pour but principal une meilleure compréhension des moteurs de la consommation, ce qui permettrait en effet des améliorations économiques et écologiques des produits, services et infrastructures, ainsi qu'une meilleure qualité de vie dans tous les pays.

Exploitation minière et offshore

Un nouveau système d'information financé par le gouvernement néerlandais a été mis en service en 1998 sur Internet pour faciliter l'accès aux informations environnementales dans le secteur de l'exploitation minière : UNEP/UNCTAD Mineral Resources Forum (<http://www.natural-resources.org/environment>).

Plusieurs nouvelles publications pédagogiques et techniques ont été publiées et un séminaire international sur la gestion des risques et les interventions d'urgence dans les mines a été organisé en novembre, à Buenos Aires (Argentine), par le groupe de travail PNUE/ICME sur la protection de l'environnement.

Un forum sur l'environnement destiné à l'industrie pétrolière et gazière offshore, cofinancé par la CNUCED, le WWF, E&P Forum et les gouvernements néerlandais, norvégien et brésilien, a été également inauguré sur Internet en 1998 : Offshore Oil and Gas Environment Forum (<http://www.natural-resources.org/offshore>).

« Il existe déjà de nombreuses technologies environnementales et des pratiques de gestion correspondantes. Ce qu'il faut, c'est en développer l'usage. »

Jacqueline Aloisi de Larderel,
Directeur de la division TIE du PNUE,
Lanzarote, Octobre 1998

PRODUCTION ET CONSOMMATION

Publications 1998

Cleaner production: A guide to sources of information. Paris. PNUE

Cleaner production and eco-efficiency: Complementary approaches to sustainable development. PNUE/WBCSD

Cleaner Production in Asia and the Pacific. PNUE/Institut thaïlandais pour l'environnement

LPG Gas safety: Guidelines for good safety practice in the LPG Gas industry. UNEP/World LPG Association

Diskette Version 3 d'ICPIC

Mine rehabilitation for environmental and health protection: A training manual. PNUE/WHO

Vertedero de residuos industriales peligrosos: Manual de formación, version espagnole du rapport technique n° 17 du PNUE IE, Mexique. UNEP ROLAC

Guide de management environnemental des zones d'activités francophones. adaptation française. PNUE/ORÉE

Case studies on tailings management. PNUE/ICME

Cleaner production in pulp and paper mills: A training resource package. Paris. PNUE

TransAPPELL: Guidance for dangerous goods emergency planning in a local community, rapport technique n° 35 du PNUE, adaptation. Paris

La lettre d'APPELL, n° 17. Paris. PNUE

Produire plus propre, n° 14. Paris. PNUE

Tourism Focus, n° 10. Paris. PNUE

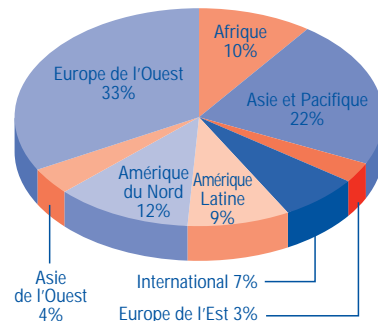
Promouvoir le dialogue, la formation et le renforcement des capacités institutionnelles, notamment dans les milieux industriels et les gouvernements des pays en développement, a été abordé dans plusieurs réunions de planification avec la Carl Duisberg Gesellschaft (CDG) allemande. Un travail préparatoire a été engagé avec l'UN/DESA pour soutenir le réseau d'organisations encourageant des modes de consommation durable, et définir le rôle de la publicité et du marketing.

Des réunions, études et rapports bénéficiant du soutien des gouvernements américain, suisse, néerlandais et japonais ont permis de faire le point sur l'application de l'évaluation du cycle de vie. En juin 1998 à San Francisco (Etats-Unis), le PNUE a organisé un atelier sur le thème : « Vers une application mondiale des évaluations du cycle de vie ». Plus de 40 participants de pays développés et en développement ont formulé des recommandations pour faire valoir l'intérêt des évaluations du cycle de vie auprès des utilisateurs potentiels. En novembre, plus d'une centaine de personnes ont participé à un symposium sur le même thème, organisé par le PNUE, l'AIST et la NEDO pour la région Asie-Pacifique à Tsukuba (Japon), avec le soutien du ministère japonais du Commerce international et de l'Industrie. Le symposium s'est achevé sur la conclusion que l'évaluation du cycle de vie est un outil précieux pour trouver de nouveaux débouchés, à condition que la méthodologie devienne plus conviviale, comme le préconisent les recommandations du rapport final.

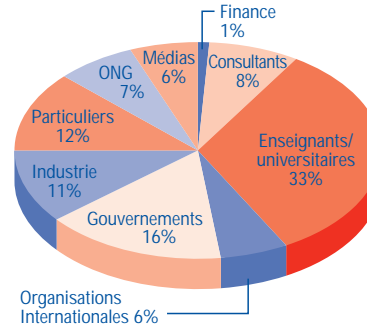
Service d'information

En 1998, l'unité Production et Consommation a répondu à quelque 3000 demandes de renseignements, dont plus d'un tiers a donné lieu à des recherches poussées et à des réponses personnalisées.

Demandes de renseignements par région en 1998



Demandes de renseignements par catégorie de demandeurs en 1998



PRODUITS CHIMIQUES

La production et l'utilisation des produits chimiques sont deux composantes majeures de presque tous les secteurs de l'économie mondiale et nous sommes tous quotidiennement en contact avec quelques-uns des 100 000 produits chimiques actuellement utilisés dans le monde. Beaucoup sont sans danger, du moins aux niveaux auxquels nous sommes habituellement exposés, mais un certain nombre présentent des risques pour la santé et l'environnement.

Si la vie sur terre nécessite la production, la commercialisation et l'utilisation permanente de produits chimiques, certains aspects du commerce, de l'utilisation, du rejet et de l'élimination des produits dangereux exigent une action concertée à l'échelle mondiale pour réduire ou éliminer les risques qu'ils présentent pour la santé humaine et le développement durable.

Le Conseil d'administration du PNUE a fait de l'unité Produits chimiques le premier organe de promotion de la sécurité des produits chimiques. Basée à Genève (Suisse) et exploitant les solides fondements techniques de l'ancien RISCPT, elle coordonne toutes les actions du PNUE pour une gestion rationnelle des produits chimiques dangereux. Cela fait 21 ans que son personnel œuvre pour promouvoir la sécurité des produits chimiques, à la fois en dotant les pays des informations, compétences et ressources nécessaires pour produire, utiliser, gérer et éliminer les produits chimiques en toute sécurité, et en catalysant l'action mondiale (élaboration et application de traités). Pour cela, l'unité travaille en étroite collaboration avec d'autres agences des Nations Unies dans le cadre de la CNUED.

Depuis deux ans, elle centre ses efforts sur deux domaines particuliers :

la négociation avec la FAO de la Convention sur la procédure de consentement préalable applicable à certains produits chimiques dangereux qui font l'objet d'un commerce international (dite « Convention de Rotterdam ») et le fonctionnement du Secrétariat provisoire de la Convention ;

la convocation d'un Comité de négociation intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument juridiquement contraignant pour mettre en œuvre l'action internationale sur les polluants organiques persistants (POP), et la promotion des actions de réduction ou suppression des rejets de POP dans l'environnement.

L'unité Produits chimiques

- est, dans le cadre du système des Nations Unies, le principal catalyseur d'une action mondiale concertée pour une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques ;
- joue un rôle croissant dans le renforcement des capacités institutionnelles de gestion rationnelle des produits chimiques ;
- assure la promotion et la diffusion d'informations régulièrement actualisées sur la sécurité des produits chimiques ;
- instaure et renforce les partenariats avec les gouvernements, les OIG et les ONG pour la mise en place de ressources et procédures destinées à promouvoir une gestion rationnelle des produits chimiques ;
- s'affaire pour améliorer la qualité de ses produits, faire du client sa principale préoccupation et produire le meilleur produit au coût le plus faible possible grâce à l'intégrité de ses systèmes de gestion ;
- communique et diffuse les résultats de son travail dans le domaine de la sécurité des produits chimiques auprès du plus grand nombre possible de clients.

PRODUITS CHIMIQUES



« Chaque année, des milliers de personnes sont tués ou gravement empoisonnés par des pesticides et des produits chimiques toxiques. En empêchant l'importation involontaire de produits dangereux, en particulier dans les pays en développement, le nouveau traité sur l'ICP est un premier pas en direction de la prévention de ces tragédies. »

Klaus Töpfer
directeur exécutif du PNUE



Le mécanisme d'information et de consentement préalables (ICP)

L'ICP est un mécanisme adopté par le PNUE et la FAO pour aider les pays participants à mieux s'informer des caractéristiques des produits chimiques potentiellement dangereux, mettre en œuvre un processus décisionnel sur l'importation future de ces produits par les pays concernés, et faciliter la diffusion des décisions.

Aboutissement de négociations remontant à 1996, la Convention de Rotterdam sur les produits chimiques et les pesticides dangereux dresse une liste de cinq produits chimiques industriels et 22 pesticides, dont l'aldrine, le DDT, la dieldrine, le lindane, les composés du mercure et les biphényles polychlorés. Des centaines d'autres devraient prochainement s'ajouter à la liste. Selon la Convention, les produits chimiques et les pesticides dangereux interdits ou tombant sous le coup de restrictions très strictes dans au moins deux pays signataires ne peuvent être exportés sans l'autorisation expresse du pays importateur. Les pays signataires s'engagent en outre à cesser la production à l'échelle nationale des pesticides trop dangereux pour être utilisés par les agriculteurs des pays en développement.

Courant 1998, l'unité Produits chimiques a apporté son soutien à ce mécanisme par :

- l'organisation, avec la FAO, de la 5^{ème} session du Comité intergouvernemental de négociation chargé de l'élaboration d'un Instrument international juridiquement contraignant pour l'application de l'ICP (mars, Bruxelles, Belgique) qui a réuni 95 gouvernements et a permis l'adoption du texte final de cet instrument ;
 - la Conférence de plénipotentiaires pour l'adoption et la signature de la Convention de Rotterdam (septembre). Adoptée par 100 pays, la Convention a été signée par 61 d'entre eux et la Commission européenne. Elle sera ouverte à la signature pendant un an au siège des Nations Unies ;
 - la création, en collaboration avec la FAO, d'un secrétariat conjoint provisoire pour la Convention de Rotterdam ;
 - la mise en avant de l'adoption volontaire de la Convention en attendant son entrée en vigueur, conformément à la Résolution relative aux accords provisoires conclus par la Conférence des plénipotentiaires.
-

Les polluants organiques persistants (POP)

Les preuves des effets probables des POP sur la santé (cancers, allergies, maladies du système nerveux central et périphérique, atteinte du système immunitaire) sont de plus en plus nombreuses. Selon un processus itératif (et souvent saisonnier) de rejet et de dépôt, les POP s'accumulent dans l'environnement et peuvent être transportés jusque dans des régions éloignées de leur lieu d'origine. Ils sont également transportés par les organismes vivants car, bien qu'insolubles dans l'eau, ils sont facilement absorbés par les tissus gras où leur concentration peut atteindre 70 000 fois le niveau de base.

Les négociations sur la Convention relative aux POP devraient aboutir en l'an 2000. En 1998 l'unité Produits chimiques a encouragé une réduction de l'impact des POP en :

- organisant (Montréal, Canada, juin-juillet) la première session du Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer la convention sur les POP. La deuxième session est prévue en février 1999 à Genève (Suisse) ;
- convoquant (octobre, Bangkok, Thaïlande) la 1ère session du Groupe d'experts créé pendant la session de Montréal et chargé d'élaborer un processus et des critères scientifiques pour identifier les nouveaux POP à ajouter au futur instrument de réglementation. La liste initiale répertorie 12 POP : aldrine, dieldrine, DDT, endrine, chlordane, hexachlorobenzène, mirex; toxaphène, heptachlore, biphényles polychlorés, dioxines et furanes ;
- publiant, avec l'IFCS, des comptes rendus d'une série d'ateliers de sensibilisation régionaux et sub-régionaux auxquels ont participé des experts gouvernementaux en sécurité des produits chimiques venus de 138 pays ;
- publiant des rapports d'évaluation, études et plans stratégiques concernant les émissions, l'usage, le commerce, les rejets de POP et les solutions de rechange ;
- aidant les pays à identifier les biphényles polychlorés utilisés et ceux présents dans les terrils et les déchets, ainsi qu'à élaborer des stratégies d'élimination en toute sécurité ;
- soutenant l'élaboration et la mise en place de projets dans le cadre du FEM, afin d'aider les pays à gérer les problèmes posés par les POP ;
- créant des bases de données et un système d'échange d'informations sur les POP.

Ateliers de sensibilisation aux POP 1997-1998

CEI
Saint-Pétersbourg, Fédération de Russie
Juillet 1997

Asie et Pacifique
Bangkok, Thaïlande
Novembre 1997

Afrique occidentale
Bamako, Mali
Décembre 1997

Amérique latine et Caraïbes (Nord)
Cartagena, Colombie
Janvier 1998

Afrique (Est et Sud)
Lusaka, Zambie
Mars 1998

Amérique du Sud
Puerto Iguazu, Argentine
Avril 1998

Europe centrale et orientale
Kranjska Gora, Slovénie
Mai 1998

Asie de l'Ouest
Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis
Juin 1998

S'adresser à l'unité Produits chimiques pour obtenir les comptes rendus.

PRODUITS CHIMIQUES

Publications 1998

Brochure avec le texte de la Convention de Rotterdam et ses annexes dans toutes les langues

Report of the First Session of the Criteria Expert Group for Persistent Organic Pollutants

Report on the Status of Implementation of the Code of Ethics on the International Trade in Chemicals

Proceedings of Regional/Sub-regional Awareness-Raising Workshops on POPs

Overview of Outcomes from POPs Awareness Raising Workshop Working Groups

Regulatory Actions and Guidelines Concerning POPs

Inventory of Information Sources on POPs

Inventory of Available Destruction Capacity for PCBs

Global Map of Exposures and Sources of POPs

Guide for Selecting Replacements for POPs Pesticides (prévu pour 1999)

Inventories of Dioxins/Furans Sources

Global Opportunities for Reducing the Use of Leaded Gasoline

Report of the Smithsonian Endocrine Disrupters Workshop

(avec l'OCDE) *Screening Information Data Sets (SIDS) for high production volume (HVP) chemicals*, vols 1-4

(avec le PISC) *Concise International Chemical Assessment Documents (CICADs)* (réimpression)

Internet Guide: Finding Information on Chemicals

Dossier juridique du RISCPT (1998-99) : *International Environmental Guidelines and Global Conventions Concerning Chemical Substances*

PRODUITS CHIMIQUES

Autres activités

En 1998, dans le cadre de son activité principale (renforcement de la capacité institutionnelle), l'unité a :

- continué à produire et diffuser, conjointement avec l'OCDE, des Ensembles de données de dépistage sur les substances chimiques produites en grandes quantités ;
- publié une mise à jour de la base de données du RISCPT, contenant des données de sécurité sur plus de 9 000 produits chimiques ;
- organisé avec l'OCDE des ateliers sur les nouveaux systèmes chimiques, en avril 1998 au Mexique, et en octobre 1998 en Argentine ;
- co-financé avec l'UNITAR et l'OCDE une Conférence sur l'IETMP qui s'est déroulée à Tokyo (Japon), en septembre 1998 ;
- poursuivi la mise en œuvre du projet de renforcement des capacités de gestion des produits chimiques pour les pays de la CEI ;
- répondu à plus de 600 demandes de renseignements adressées au Service d'information par des gouvernements et d'autres organismes ;
- participé à plus d'une vingtaine d'ateliers sur la gestion des produits chimiques : évaluation des risques, élaboration de systèmes nationaux d'information, législation sur les produits chimiques, réduction et suppression des rejets de POP, fonctionnement du mécanisme d'ICP.

Bases de données

Base de données du RISCPT, version 2.0 pour PC (1995), 10 disquettes et un manuel d'utilisation (91 000 enregistrements sur la sécurité de plus de 8 000 produits chimiques)

Système expert de solutions de rechange aux POP : version Internet (mai 1998) ; version Windows (décembre 1998)

Base de données consultable sur Internet de données par pays (résultats d'une enquête), octobre 1998

Base de données consultable sur Internet des plans d'action nationaux concernant les POP, juin 1998

ENERGIE ET ACTIONOZONE

ActionOzone

ActionOzone est un programme d'incitation à l'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO) dans les pays en développement par l'intermédiaire de son centre d'information et de ses services de renforcement des capacités institutionnelles. ActionOzone est financé essentiellement par le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal, avec une aide supplémentaire du FEM et des gouvernements suédois et finlandais pour certains projets spécifiques.

Les Bureaux Nationaux Ozone

La stratégie d'ActionOzone est de créer des compétences à l'échelle locale en créant dans les pays en développement ou à économie en transition des Bureaux Nationaux Ozone dotés des informations et outils de gestion nécessaires et en encourageant l'élimination à faible coût des SAO.

Formation

La formation est organisée à l'échelle régionale, mais les initiatives nationales bénéficient également d'un soutien. Le but est de développer les compétences indispensables à la mise en œuvre des activités d'élimination des SAO.

Echanges d'informations

Les échanges d'informations aident à sensibiliser l'opinion publique et à identifier, sélectionner et mettre en œuvre des technologies, équipements et services de rechange. Ils favorisent la compréhension et l'élaboration de divers instruments de contrôle des SAO grâce à :

- un réseau de conseillers en stratégie qui crée des liens entre les experts des pays développés et leurs homologues des pays en développement pour l'élaboration de politiques visant à respecter le gel de 1999 (production et consommation de CFC) ;
- un kit d'information sur le bromure de méthyle comportant des posters, une brochure d'informations générales et une cassette vidéo ;
- une brochure technique sur les produits de remplacement du bromure de méthyle (numéro 6 de la série *Protecting the Ozone Layer*) ;
- une brochure sur l'aide de la division TIE du PNUE aux pays à économie en transition pour les projets de protection de la couche d'ozone ;
- un guide de l'utilisateur, *Making Good Decisions*, sur le parti que les Bureaux Nationaux Ozone et l'industrie peuvent tirer des informations fournies par ActionOzone.

Stages de formation en 1998

- Ateliers nationaux de formation de formateurs sur les bonnes pratiques dans le domaine du froid (Bahamas, Guatemala, Guyane, Pérou, Sainte-Lucie, Trinidad et Tobago)
- Stage de formation sur la récupération et le recyclage des frigorigènes (Namibie)
- Enquête et atelier nationaux sur le bromure de méthyle (Caraïbes et Afrique francophone)
- Atelier pour les pays d'Afrique du Nord et d'Europe sur les produits de remplacement du bromure de méthyle (Italie)
- Atelier régional sur le contrôle et la maîtrise de la consommation des SAO (Europe centrale, Amérique latine et Caraïbes)
- Projet régional pour aider les pays à économie en transition à se conformer aux dispositions du Protocole de Montréal

Outils pédagogiques d'ActionOzone, 1998

Guidebook for Implementation of Codes of Good Practice, Refrigeration Sector

Module sur les systèmes de licences d'importation/exportation de SAO

Compte rendus des ateliers et stages de formation

ENERGIE ET ACTIONOZONE

Plans de gestion des frigorigènes

En 1998, ActionOzone a :

- aidé Antigua-et-Barbuda, le Burundi, la Dominique, la Moldavie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines à mener à bien des plans de gestion des frigorigènes ;
- continué à aider la Bolivie, le Tchad, les Fidji, la Gambie, la Jamaïque, le Mali, le Népal, Panama, le Sénégal, la Syrie, l'Uruguay et les Samoa occidentales à élaborer des plans de gestion des frigorigènes ;
- mis en œuvre des plans de gestion des frigorigènes au Viet Nam et au Yémen ;
- coopéré avec le PNUD pour mettre en œuvre des plans de gestion des frigorigènes aux Bahamas, à Bahreïn, au Gabon et à Trinidad-et-Tobago, et coopère avec Environment Canada pour faire de même en Guyane, à Sainte-Lucie, à Saint-Christophe et Nièves, ainsi qu'en Azerbaïdjan, Géorgie, Moldavie et Ouzbékistan ;
- fait approuver un projet régional financé par la GTZ pour élaborer des plans de gestion des frigorigènes dans 14 pays d'Afrique (régions Sud et Est).

ENERGIE ET ACTIONOZONE

- quatre numéros du bulletin trimestriel *ActionOzone* et un supplément spécial distribués à plus de 15 000 lecteurs en cinq langues (anglais, français, espagnol, chinois et arabe) ;
- la page d'accueil d'ActionOzone sur le Web avec en ligne les versions française, anglaise et espagnole du bulletin *ActionOzone* (à ce jour, 175 000 demandes ont été adressées par plus de 12 500 utilisateurs) ;
- un document d'orientation stratégique réalisé avec l'Institut de l'environnement de Stockholm : *Government Strategies to phase out ODS: Four case studies from Nordic countries* ;
- vingt et une études sélectives sur les dernières technologies, la législation, les codes de bonnes pratiques et les normes, liste des contacts et des Centres de coordination Ozone ;
- la mise à jour de quatre ouvrages de référence sur les technologies de protection de la couche d'ozone dans quatre secteurs industriels spécifiques : aérosols, mousses, frigorigènes et solvants ;
- la version 6 de la disquette du CIAO, base de données de référence pour les Bureaux Nationaux Ozone ;
- une collection de plus de 250 études de cas couvrant tous les secteurs, dont certaines coproduites avec USEPA, le Comité des choix techniques pour les solvants et la JICOP ;
- un soutien permanent aux banques de halons et au transfert de halons recyclés pour les usages critiques dans les pays développés et en développement, par l'intermédiaire du Centre international d'information sur la gestion des banques de halons recyclés ;
- une vidéo, *Retour vers le futur : utilisation des hydrocarbures sans risque*, en trois langues (anglais, français, espagnol) ;
- réponses à environ 5 400 demandes de renseignements techniques/stratégiques et de publications.

Plans de gestion des frigorigènes

Les plans de gestion des frigorigènes ont pour objet d'aider les pays consommateurs de faibles volumes de SAO à éliminer les SAO, secteur par secteur.

Réseaux

Les réseaux servent à l'échange d'expérience, au développement des compétences et au partage du savoir-faire entre pairs et autres experts en protection de la couche d'ozone. Le programme gère actuellement 7 réseaux régionaux et sub-régionaux de responsables SAO qui couvrent plus de 90 pays et ont fait prendre rapidement aux pays membres des mesures pour mettre en œuvre le Protocole de Montréal.

Réseaux régionaux et sub-régionaux de responsables SAO

- Caraïbes (10 pays + participation du Canada, du Royaume-Uni et des Etats-Unis)
- Afrique anglophone (20 pays + participation du Danemark et de l’Afrique du Sud)
- Afrique francophone (19 pays + participation de la France et de la Suisse)
- Amérique latine centrale (9 pays + participation du Canada et des Etats-Unis)
- Amérique latine du Sud (10 pays + participation du Canada, de la Suisse et des Etats-Unis)
- Asie du Sud (11 pays†; autres participations à déterminer)
- Asie du Sud-Est et Pacifique (10 pays + assistance du gouvernement suédois et participation de l’Australie, de la Nouvelle-Zélande et de la Suède)
- Asie de l’Ouest (7 pays + participation de la France et de l’Allemagne).

Programmes de pays et projets de renforcement institutionnel

Les Programmes de pays et les projets de renforcement institutionnel sont destinés à développer la capacité des pays à coordonner et à surveiller les activités d’élimination des SAO. Fin 1998, ActionOzone avait un portefeuille de 79 programmes pour pays consommant peu de SAO avec soutien du PNUE, et 67 projets de renforcement institutionnel en cours..

Energie

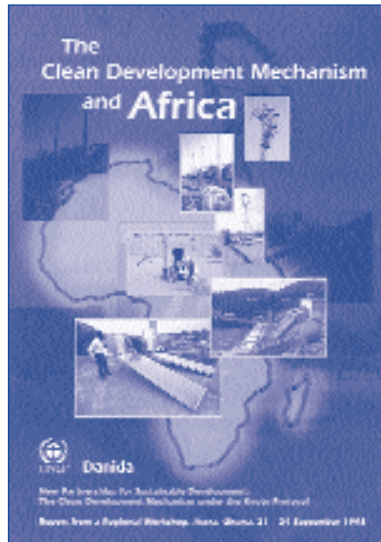
Lancé en 1996 pour faire face aux impacts environnementaux de l’accroissement de la consommation mondiale d’énergie, le programme Energie a quatre objectifs principaux :

- promouvoir des technologies et stratégies économes en énergie, ainsi que l’emploi de ressources énergétiques à faible impact sur l’environnement ;
- fournir des informations récentes aux décideurs (Etats et industrie) pour développer leur capacité à intégrer les principes environnementaux dans l’analyse du secteur de l’énergie ;
- analyser les impacts sociaux et environnementaux de la restructuration institutionnelle dans le secteur de l’énergie ;
- aider les pays en développement ou à économie en transition à planifier et à mettre en œuvre des politiques et pratiques durables en matière d’énergie et de transports, ainsi qu’à ajuster leurs investissements en fonction des problèmes de changement climatique.



ENERGIE ET ACTIONOZONE

ENERGIE ET ACTIONOZONE



Quatre-vingts experts d'universités, d'instituts de recherche, de l'industrie et d'ONG ont assisté à la réunion pour la région Afrique consacrée au Mécanisme de développement propre, qui s'est tenue du 21 au 24 septembre à Accra (Ghana). Ouverte par Monsieur J.E. Aful, ministre ghanéen de la Science, de la Technologie et de l'Environnement, et organisée par l'Agence ghanéenne pour la protection de l'environnement, cette réunion a bénéficié du soutien de Danida. Un compte rendu publié par le PNUE et Danida a été distribué lors de COP4.

Pour cela, le programme Energie travaille en étroite collaboration avec d'autres unités du PNUE, des agences des Nations Unies, des administrations publiques, des ONG et des partenaires du secteur privé.

Désormais intégré dans la division TIE, Le programme Energie est mis en œuvre conjointement par l'UCCEE et le Risø National Laboratory danois. Parmi les études publiées en 1998 figure *Climate Change Cooperation in Southern Africa*.

L'UCCEE a continué à élaborer des stratégies pour centrer l'action sur les domaines prioritaires. En mai, plus de 200 experts venus du monde entier ont participé à quatre ateliers régionaux organisés par l'UCCEE en Afrique (Victoria Falls, Zimbabwe), en Asie (Goa, Inde), en Amérique latine (Quito, Equateur) et en Europe de l'Est (Eger, Hongrie), dans le cadre du projet conjoint PNUE/FEM concernant les aspects économiques de la limitation des gaz à effet de serre. Les résultats des huit enquêtes nationales effectuées seront publiés d'ici mars 1999.

En collaboration avec l'AIE, le PNUD, la CNUCED et l'Institut de l'environnement de Stockholm, l'UCCEE a également organisé en Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Europe une série de conférences et d'ateliers régionaux sur le thème : « Nouveaux partenariats pour le développement durable : le Mécanisme de développement propre selon le Protocole de Kyoto ». Ces réunions préparatoires à la quatrième Conférence des Parties (COP4) à la CCC, prévue en novembre à Buenos Aires, ont attiré plus de 400 participants.

Avec le soutien de Danida, un groupe de projet de l'UCCEE prépare actuellement pour le Comité des Nations Unies sur les nouvelles sources d'énergie renouvelables un rapport détaillé sur la situation actuelle et les perspectives offertes par l'énergie éolienne. Un résumé a été rédigé en début d'année et des négociations sont en cours pour la publication du texte intégral début 1999.

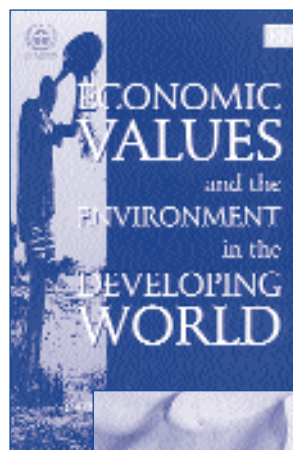
Avec le WBCSD, le WWF, le Keidanren et la CCI, le PNUE a organisé un atelier pour responsables de haut niveau et une réunion d'information sur les initiatives volontaires de lutte contre le changement climatique en prévision de COP4.

ECONOMIE ET COMMERCE

Le rôle du PNUE, dans le domaine de l'économie, du commerce et de l'environnement, est d'encourager les pays, en particulier les pays en développement ou à économie en transition, à intégrer les préoccupations environnementales dans la planification du développement, les politiques macro-économiques, le commerce et les services financiers. Prônant la prise en compte de l'environnement et du développement durable dans toutes les décisions concernant le commerce et le crédit, l'unité Economie et Commerce s'efforce de développer la sensibilisation à l'environnement dans ce secteur.

L'unité Economie et Commerce élabore des outils d'évaluation pour l'économie, le commerce et les services financiers. Elle soutient la recherche, produit du matériel pédagogique et organise des réunions de groupes d'experts auxquelles participent des institutions et des délégués de pays en développement ou à économie en transition, dans le but de :

- donner des conseils techniques et stratégiques pour concevoir et mettre en œuvre des initiatives fondées sur les lois du marché, en vue d'améliorer l'efficacité et la rentabilité de l'action publique ;
 - fournir en permanence des conseils aux gouvernements et les aider à réaliser des supports pédagogiques pour intégrer, dans les analyses économiques et les politiques nationales, les évaluations d'impacts sur l'environnement et la valorisation et la comptabilisation économiques de l'environnement ;
 - développer la coopération bilatérale et internationale pour relever les défis environnementaux régionaux et mondiaux ;
 - analyser les liens économiques et autres entre les politiques commerciales et environnementales, les accords internationaux, le commerce et la réglementation des marchés, pour une cohérence et une coordination maximales des accords internationaux sur l'environnement ;
 - promouvoir la sensibilisation aux considérations environnementales et leur compréhension, ainsi que leur intégration dans les politiques d'investissement et de prêt ;
 - aider les pays en développement ou à économie en transition à déterminer si les outils d'évaluation des risques environnementaux sont appropriés pour les institutions financières, et les aider à promouvoir leur utilisation ;
 - faciliter les investissements respectueux de l'environnement dans le secteur même des services financiers.
-



ECONOMIE
ET
COMMERCE

Ateliers/réunions concernant le Mécanisme de développement propre en 1998

- Atelier régional pour l'Amérique latine, Mangaratiba, Brésil, avril (avec l'AIE)
- Atelier régional pour l'Asie, New Delhi, Inde, mai (avec l'AIE)
- Débat sur les aspects critiques du Mécanisme de développement propre, Nairobi, Kenya, mai
- Atelier « Nouveaux partenariats pour le développement durable : le Mécanisme de développement propre selon le Protocole de Kyoto », Paris, France, octobre (avec l'AIE)
- Réunion d'experts, la Barbade, octobre
- Création de 4 groupes de travail chargés de rédiger, en réponse à une demande du gouvernement brésilien, un rapport sur le Mécanisme de développement propre proposant des options et clarifiant les aspects techniques, financiers, commerciaux et institutionnels du mécanisme, Ottawa, Canada, septembre (avec la CNUCED)
- 2ème réunion des groupes de travail sur le Mécanisme de développement propre, Buenos Aires, Argentine, novembre

ECONOMIE ET COMMERCE

Economie

Activités menées en 1998 :

Evaluation des impacts sur l'environnement

- Organisation (avril, Christchurch, Nouvelle-Zélande) d'une session technique consacrée à la formation sur les évaluations d'impacts sur l'environnement et au manuel de formation du PNUE (*EIA Training Resource Manual*), ainsi que d'une réunion du groupe de travail international du PNUE. Organisées en marge de la réunion annuelle de l'Association internationale pour l'évaluation des impacts, ces réunions ont permis de faire le point sur les applications conventionnelles et non conventionnelles du manuel et de définir de nouvelles tâches.
- Aide aux autorités ougandaises chargées de la gestion de l'environnement pour élaborer une proposition de projet de renforcement des capacités d'évaluation des impacts sur l'environnement, et pour demander une aide financière à la Banque mondiale.
- Publication des compte rendus des ateliers organisés au Honduras, en Hongrie, en Ouganda et au Viet Nam.
- Intervention sur l'importance des évaluations d'impacts sur l'environnement pour parvenir au développement durable, lors d'un séminaire national sur l'évaluation des impacts sur l'environnement organisé en mai dans le sultanat d'Oman.
- Organisation, avec la Banque mondiale et l'UICN (juillet, siège du PNUE à Nairobi, Kenya), d'un atelier régional sur le renforcement des capacités d'évaluation des impacts sur l'environnement, pour la région Afrique subsaharienne.

Valorisation économique de l'environnement

- Publication d'un recueil d'études de cas sur l'application pratique des méthodes de valorisation dans certains secteurs, dans plusieurs pays en développement ou à économie en transition.

Comptabilisation économique de l'environnement

- Révision du manuel de comptabilisation économique de l'environnement, par le groupe de travail international sur la comptabilisation économique de l'environnement créé par le PNUE en partenariat avec le UNSD, la Banque mondiale, le PNUD, Eurostat et le WWF.
 - Apport d'informations techniques pour une commission économique sur la comptabilisation économique organisée pour les pays africains à Addis-Abeba (Ethiopie) par la Commission économique pour l'Afrique, avec le soutien du PNUE et du WWF.
 - Poursuite du travail sur le manuel de comptabilisation économique de l'environnement.
-

Instruments économiques

- Mise en œuvre de deux séries d'études de pays interdépendantes.
- Convocation de la 2ème réunion du groupe de travail mixte PNUE/CNUCED pour faire le point et donner des conseils aux institutions nationales sur la préparation des études et la mise en œuvre des recommandations.
- Soutien, avec l'AIE et plusieurs autres agences, à des ateliers régionaux et conférences consultatives sur le Mécanisme de développement propre.
- Publication d'une analyse sur la conception et le meilleur usage des instruments dans les pays développés et en développement : *Instruments of change: Motivating and financing sustainable development*.
- Publication d'un manuel d'études de cas sur l'application pratique des instruments économiques dans des secteurs spécifiques de plusieurs pays en développement ou pays à économie en transition.
- Préparation de deux autres publications : *Internalization of environmental costs* et *The application of economic instruments in Brazil, China, and Korea*.

Commerce

En 1998, l'unité Economie et Commerce a réalisé des études et fourni aux décideurs des informations destinées à faciliter l'intégration des politiques environnementales et commerciales. Elle a :

- finalisé, dans le cadre d'un projet financé par le gouvernement néerlandais, cinq études concernant l'efficacité et l'impact économique sur trois accords multilatéraux (Convention sur le commerce international des espèces en voie de disparition, Convention de Bâle et Protocole de Montréal) de mise en œuvre de mesures touchant les échanges. Un groupe directeur a été créé pour étudier la mise en forme des cinq rapports et les questions qu'ils soulèvent. Un rapport final a été publié en décembre sous le titre : *Policy effectiveness and multilateral environmental agreements*.
- mené à bien un projet concernant les impacts environnementaux, sur les pays en développement fournisseurs, des modifications potentielles des modes de consommation dans les pays développés consommateurs. Le rapport final contient des études de cas sur le coton au Pakistan, le cuivre en Zambie, l'électronique aux Philippines et le tourisme au Costa Rica.
- publié une étude intitulée *Subsidies, overfishing and trade*.
- finalisé un projet analysant les impacts environnementaux de la libéralisation du commerce sur le secteur minier chilien. Ce rapport est actuellement édité pour publication par l'unité Economie et Commerce.

Etudes de pays en cours de mise en œuvre

Deux séries d'études de pays sont actuellement mises en œuvre au Bangladesh, en Inde, aux Philippines, en Roumanie et en Ouganda :

Série I

Comporte des stratégies concrètes pour intégrer les considérations environnementales dans les politiques macro-économiques, notamment les politiques commerciales.

Série II

Couvre la conception et la mise en œuvre d'instruments économiques dans certains secteurs spécifiques.

En montrant les applications pratiques de différents instruments et le parti que l'on peut en tirer, les leçons tirées des études de cas contribueront au processus international proposé pour promouvoir l'utilisation et l'application des instruments économiques.

Des réunions préparatoires ont été organisées dans chacun des cinq pays avec la participation des principaux acteurs, notamment des ministres d'Etat, des représentants de l'industrie, des ONG, la Banque mondiale, le FMI, le PNUD et des établissements universitaires.

Rapports sur les services financiers, 1998

- 2ème Conférence internationale de l'Initiative du PNUE pour les services financiers, Tokyo, Japon, décembre 1997
- 3ème Conférence internationale de l'Initiative du PNUE pour les services financiers, Cologne, Allemagne, juin 1998
- 4ème table ronde internationale de l'Initiative du PNUE pour les institutions financières, Cambridge, Royaume-Uni, septembre 1998
- Rapport mettant en parallèle la Déclaration des institutions financières, l'objectif de développement durable du Traité de Maastricht et le 5ème Programme d'action
- Etude des initiatives du secteur financier (présentée à la 7ème session du Conseil du développement durable, mai 1998)

ECONOMIE ET COMMERCE

- réalisé, à la demande de plusieurs membres du Comité du commerce et de l'environnement de l'OMT, une étude sur les origines, l'évolution et la mise en œuvre de principes environnementaux communs ;
- réalisé, en étroite collaboration avec la division Recherche et analyse économiques de l'OMT, une étude PNUE/OMT sur les analyses économiques des politiques commerciales et environnementales.

Services financiers

En 1998, l'unité Economie et Commerce a fourni aux responsables politiques et aux organismes financiers partenaires du PNUE des informations destinées à les aider à intégrer les considérations environnementales dans le processus décisionnel. A cette fin, elle a :

- continué à promouvoir la Déclaration des institutions financières sur l'environnement et le développement durable (plus de 140 signataires à ce jour) et la Déclaration d'engagement du secteur de l'assurance en faveur de l'environnement (plus de 80 signataires) ;
 - organisé et animé, en juin à Cologne (Allemagne), la 3ème Conférence annuelle de l'Initiative du PNUE pour les services financiers ;
 - organisé des réunions avec les banques en Espagne (avril), en Italie (juin), aux Etats-Unis (octobre), en Norvège (octobre) et au Costa Rica (novembre), ainsi qu'une session d'information conjointe pendant la 4ème Conférence des Parties à la CCCC (novembre, Buenos Aires), sur le rôle des banques et des compagnies d'assurance dans la mise en œuvre du Protocole de Kyoto ;
 - organisé la 4ème Conférence mondiale sur les banques et l'environnement au cours de laquelle le nouveau programme de travail a été approuvé et un document d'orientation sur le rôle actuel des banques dans la mise en œuvre du Protocole de Kyoto à été rédigé pour soumission à la 4ème Conférence des Parties à la CCCC ;
 - lancé avec la CNUCED un projet de production de documents pédagogiques et organisé trois ateliers (au Brésil, en Egypte et en Thaïlande) sur la comptabilisation économique de l'environnement et les rapports d'environnement dans les entreprises ;
 - réalisé, dans le cadre de l'Initiative du PNUE pour les services financiers, un document intitulé *Creating a standard for a corporate CO₂ indicator* ; achevé pour la 4ème Conférence des Parties à la CCCC le résumé de *The Kyoto Protocol: Implications for the insurance industry* ; et publié, avec le Bureau régional pour l'Europe, *Financial services and the environment: Questions and answers* ;
 - réalisé et diffusé plusieurs rapports et quatre numéros du bulletin *Financial Services Newsletter*.
-

CONTACTS

PNUE TIE

Jacqueline Aloisi de Lardere, directeur
39-43, quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15
France
Tél. : +33 1 44 37 14 50
Fax : +33 1 44 37 14 74
Mél. : unepie@unep.fr
<http://www.unepie.org>

IETC

John Whitelaw, directeur
2-110 Ryokuchi koen
Tsurumi-ku
Osaka 538-0036
Japon
Tél. : +81 6 6915 4581
Fax : +81 6 6915 0304
Mél. : ietc@unep.or.jp
<http://www.unep.or.jp>

PRODUCTION ET CONSOMMATION

Fritz Balkau, chef
39-43, quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15
France
Tél. : +33 1 44 37 14 50
Fax : +33 1 44 37 14 74
Mél. : unepie@unep.fr
<http://www.unepie.org>

PRODUITS CHIMIQUES

James Willis, chef
11-13, Chemin des Anémones
CH-1219 Châtellaine
Genève 10
Suisse
Tél. : +41 22 917 81 11
Fax : +41 22 797 34 60
Mél. : chemicals@unep.ch
<http://chem.unep.ch>

ENERGIE ET ACTIONOZONE

Rajendra Shende, chef
39-43, quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15
France
Tél. : +33 1 44 37 14 50
Fax : +33 1 44 37 14 74
Mél. : unepie@unep.fr
<http://www.unepie.org/ozonaction.html>

ECONOMIE ET COMMERCE

Hussein Abaza, chef
15, Chemin des Anémones
CH-1219 Châtellaine
Genève 10
Suisse
Tél. : +41 22 917 82 98
Fax : +41 22 917 80 76
Mél. : eteu@unep.ch
<http://www.unep.ch/eteu>

SITES INTERNET

PNUE et Division TIE

<http://www.unepie.org>

Yellow Pages

<http://www.unepie.org/enta/yellow/download.html>

IETC

<http://www.unep.or.jp>

Bulletin INSIGHT

<http://www.unep.or.jp/ietc/Publications/INSIGHT>

maESTRro

<http://www.unep.or.jp/maestro>

Production et Consommation

<http://www.unepie.org>

APELL

<http://www.unepie.org/apell/home.html>

Produire plus propre

<http://www.unepie.org/cp/home.html>

<http://www.unepie.org/icpic/icpic.html>

Mineral Resources Forum

<http://www.natural-resources.org/environment>

Offshore Oil and Gas Environment Forum

<http://www.natural-resources.org/offshore>

suite page 26

suite de la page 25

SITES INTERNET

Produits chimiques

<http://www.chem.unep.ch/irptc/>

Information et consentement préalable (ICP)

<http://www.chem.unep.ch/pic/>

Polluants organiques persistants (POP)

<http://www.chem.unep.ch/pops>

Inventaire des émissions et des transferts de matières polluantes (IETMP)

<http://www.chem.unep.ch/prtr/>

Inventaires des sources d'information sur les produits chimiques (IISC)

<http://www.chem.unep.ch/irptc/irptc/invent/igo.html>

ActionOzone

<http://www.unepie.org/ozonaction.html>

Bulletin *ActionOzone*

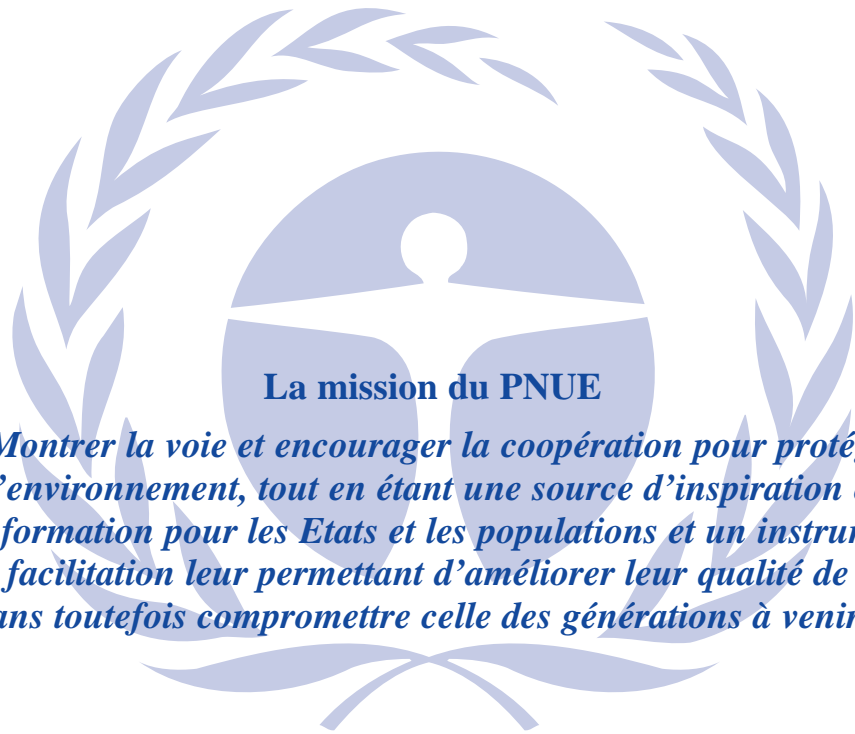
<http://www.unepie.org/ozat/oan/oan.html>

Economie et commerce

<http://www.unep-ch/eteu>

ABREVIATIONS

AIE	Agence internationale de l'énergie	IISC	Inventory of Information Sources on Chemicals
APELL	Awareness and Preparedness for Emergencies at Local Level	JICOP	Japan Industrial Conference for Ozone Layer Protection
CCCC	Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	NATIS	National Appropriate Technology Information Services
CCI	Chambre de commerce internationale	NCPC	National Cleaner Production Centre
CEI	Communauté des Etats indépendants	NEDO	New Energy and Industrial Technology Development Organization
CIAO	Centre d'information ActionOzone	OIG	Organisation intergouvernementale
CITES	Convention on International Trade in Endangered Species	OIT	Organisation internationale du travail
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	OMS	Organisation mondiale de la santé
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	OMT	Organisation mondiale du tourisme
CNUEH	Centre des Nations Unies pour les établissements humains	ONG	Organisation non gouvernementale
COP	Conference of the Parties to the UN Framework Climate Change Convention	ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
DANIDA	Danish International Development Agency	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
FEM	Fonds mondial pour l'environnement	POP	Polluant organique persistant
FMI	Fonds monétaire international	RISCPT	Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques
GEC	Global Environment Centre	SAO	Substance appauvrissant la couche d'ozone
GTZ	Agence allemande pour la coopération technique	SIDS	Screening Information Data Sets
ICME	International Council on Metals in the Environment	TIE	Technologie, Industrie et Economie
ICP	Information et consentement préalables	UCCEE	UNEP Collaborating Centre on Energy and the Environment
IEMTP	Inventaire des émissions et des transferts de matières polluantes	UN/DESA	United Nations Department for Economic and Social Affairs
IETC	International Environmental Technology Centre	UNITAR	United Nations Institute for Training and Research
IFA	International Fertilizer Association	UNSD	United Nations Statistics Department
IFCS	Intergovernmental Forum on Chemical Safety	USEPA	United States Environment Protection Agency
		WBCSD	World Business Council on Sustainable Development
		WWF	Worldwide Fund for Nature



La mission du PNUE

« Montrer la voie et encourager la coopération pour protéger l'environnement, tout en étant une source d'inspiration et d'information pour les Etats et les populations et un instrument de facilitation leur permettant d'améliorer leur qualité de vie sans toutefois compromettre celle des générations à venir »

PNUE
